

au monde en 1962 ; nous colportons des clichés et des lieux communs pour masquer notre inaptitude à analyser des données visibles comme le nez au milieu du visage.

C'est ainsi par exemple que nous ramenons tout à la «politique», concept abstrait et fumeux qu'on étend à n'importe quelle situation, fait ou attitude, alors que c'est juste parce que nous en ignorons les tenants et les aboutissants. Nous pensons que l'impasse dans laquelle nous nous trouvons est «politique» et que son explication nous échappe, alors qu'elle n'est que le résultat de l'entêtement pathologique d'un homme.

L'Occident possède Descartes, l'Orient Djouha ; le premier fonctionne à la raison, le second à la ruse ; lui

Les militaires qui ont ramené Bouteflika en 1999, forts en renseignement mais nuls en psychanalyse, ne savaient pas qu'une fois en place il ne lâcherait pas le pouvoir tant qu'il y aura en lui un souffle de vie et d'«abandonnite».

avance, nous, nous nous enlisons dans des sables mouvants. Nous devons avoir plusieurs milliers de psys compétents dans le pays mais aucun, à ma connaissance, ne s'est intéressé au personnage, au symbole, au «type psychologique» non répertorié par Carl Gustav Jung que représente Djouha, ce personnage à la fois mythique, diabolique et sympathique dont l'étude aurait posé l'acte fondateur de l'école psychologique algérienne et peut-être même orientale, je veux dire musulmane.

Aucun psy algérien ne s'est penché sur les problèmes que posent certaines situations ou certains comportements pour nous proposer leur décryptage sous l'angle psychologique. S'attendent-ils dans un réflexe professionnel à une consultation payante ? Que le «patient» en question vienne de lui-même sonner à la porte de leur cabinet ? Il s'agit là de l'intérêt national, de l'avenir de notre patrie et nos psys savent bien que ce n'est pas la «politique» qui fait l'homme politique mais lui qui la fait à partir de déterminants personnels conscients et inconscients ; que l'exercice de la politique peut révéler des aspects de l'homme politique mais pas sa vraie nature, sa psychologie profonde et les maladies qu'elle peut receler.

Néron, Staline, Pol Pot, Saddam, Kadhafi et des centaines d'autres dirigeants à travers l'Histoire étaient des névrosés et des cinglés pour certains.

Personne n'a compris le cas Bouteflika parce qu'on ne connaît pas son identité, je veux dire sa psychologie profonde. Tout le monde focalise depuis 2005 sur ses maladies physiques, oubliant qu'il a comme tout le monde une psychologie et que c'est là que résident le problème et la clé de notre devenir. J'en parle parce que je m'estime pleinement concerné en tant que citoyen de ce pays, en tant que particule élémentaire de la conscience nationale, et non en tant que voyeur. Cet homme a toujours porté les signes de ce qu'on appelle en psychanalyse la «névrose de l'abandon» ou «syndrome de l'abandonnisme», un traumatisme de l'enfance. Ce syndrome est une phobie, une peur de la séparation.

L'adolescent Abdelaziz Bouteflika, protégé par une sainte baraka, allait réaliser la substitution, le transfert, en rejoignant l'armée des frontières à son sommet et non au bas de l'échelle, comme «dirigeant» et non comme soldat de l'ALN, risquant à tout moment sa

vie dans les maquis de Kabylie, d'El-Milia, des Aurès, de l'Ouarsenis, du Zaccar, du Hodna, de Béchar, dans l'Algérois, pendant la bataille d'Alger et partout ailleurs où sont tombés des centaines de milliers de jeunes de son âge. Arrivé très jeune au pouvoir, aux premières places et dès le premier jour de l'indépendance par la grâce de Boumediène, il a progressivement compensé le complexe d'abandon par les avantages que confèrent les fonctions d'autorité.

Quand il comprit que Ben Bella allait le limoger en 1965, il entreprit immédiatement auprès de Boumediène un forcing pour hâter le coup d'Etat car ce dernier aussi était sur la liste des départs. Ce n'est que quarante ans plus tard qu'il se mettra à «aimer» Ben

Bella, lorsque le rapport se sera inversé, lui au sommet de l'Etat et Ben Bella devenu simple citoyen et dépendant de ses largesses. Il n'était plus besoin d'être cruel, au contraire. C'était une façon de se faire pardonner non par remords mais pour assainir ses «papiers» et montrer aux autres qu'il s'est repenti de cet acte... à moindre frais.

Le coup d'Etat se déroula idéalement et le danger passa pour Bouteflika qui ne redoutait plus d'être seul, abandonné, livré aux aléas de la vie. Désormais il sera entouré en permanence, protégé et sécurisé contre toute agression physique, morale ou psychologique, servi au doigt et à l'œil et honoré en plus comme un héros libérateur par la naïveté nationale.

Mais une autre disparition prématurée, celle de Boumediène en décembre 1978, allait brutalement mettre fin à cette vie de «Gatsby le magnifique» et le replonger dans les affres et l'angoisse de *La blessure d'abandon* (titre d'un ouvrage d'un des spécialistes du sujet, le Dr Daniel Dufour, paru en 2008). Il est éjecté du pouvoir, exclu du comité central du FLN par ses pairs et quitte le pays après avoir été magnanimement gracié par Chadli. Les ors et les honneurs où il a grandi dans la flatterie et l'obséquiosité, où il a luxueusement habité et richement vécu, tout cela lui a été brusquement arraché à l'âge de 44 ans, au beau milieu de sa vie. Où aller, que faire, qui le servira, précédera ses vœux, veillera sur lui et le sécurisera désormais ?

Les militaires qui ont ramené Bouteflika en 1999, forts en renseignement mais nuls en psychanalyse, ne savaient pas qu'une fois en place il ne lâcherait pas le pouvoir tant qu'il y aura en lui un souffle de vie et d'«abandonnite». La vox populi a été plus avisée qu'eux, puisque, très tôt, on a entendu dire, en particulier de ceux qui l'ont côtoyé comme feu Chérif Belkacem, qu'il ne quitterait jamais le pouvoir vivant et qu'il nous ferait payer cher son exil. Oui, exil, mais entendons-nous bien : pas du pays, puisqu'il pouvait librement rentrer et sortir, mais du pouvoir qui est pour lui son berceau, le foyer dans lequel il a grandi, son unique chez lui et, bien évidemment, son mausolée.

Un méchant AVC l'ayant traitreusement frappé à la fin du troisième mandat, probablement en vertu de la «malédiction de la Constitution» à laquelle j'ai consacré une contribution

en 2012, il ressentit la dépendance d'autrui plus vivement qu'à tout autre moment de son existence.

Tous les «changements», les «remaniements», les permutations à la tête des partis administratifs, les lois de finances et les positions en matière de politique étrangère obéissent à cet objectif, cette logique, cette stratégie du maintien à n'importe quel prix. La célèbre chanson de Jacques Brel, *Ne me quitte pas*, peut être regardée comme un hymne à l'«abandonnite», autre nom de la névrose et du complexe de l'abandon, mais dans ce cas le problème est entre un homme et une femme, pas entre un homme et une nation. Je ne sais pas ce qu'en penseront nos psys.

3) Le troisième faux, *Si Amar*, c'est de penser que vous pouvez faire sortir plus de monde que moi dans la rue comme vous vous en êtes vanté dans votre conférence de presse. Je ne suis pas un tribun, certes, j'aurais pu l'être mais je hais ce genre, je n'ai jamais cru aux vertus de la rue dans les conditions de notre pays, je sais qu'il en sortira plus de mal que de bien, mais depuis quelque temps je me pose la question : quel mal serait plus grand que la situation que nous impose un président malade avec votre complicité active, votre surdité à la raison, votre aveuglement à la vérité, votre indifférence au sentiment de dignité nationale, votre mépris de l'intérêt national ? Vous me créditez de pouvoir mobiliser 10 000 compatriotes capables de sortir à mon appel scander «DIGAGE !» jusqu'à ce que Boutef tombe ? Merci, c'est flatteur, c'est même trop d'honneur. En contrepartie, je ne vous créditerai pas des dix millions dont vous vous targuez, pas même des 10 000 dont vous m'honorez, même pas du millième de ce chiffre malgré le fait que moi, c'est uniquement moi, tandis que vous c'est vous+«eux», l'armada de

du sort mais de Bouteflika, je ne dis pas du peuple algérien car il n'existe pas encore politiquement, mais de l'encanaillement qui le gouverne. Aucun «homme d'Etat» parmi ceux qui l'ont accompagné dans son premier mandat n'a tenu longtemps et c'est la possibilité que vous et votre armada incarnez qui tient aujourd'hui le pays. C'est une réalité, l'inversion des valeurs, pas une figure de langage. Bouteflika chasse les premiers et promeut les derniers car il n'aime pas l'ombre, les esprits libres et les compétences, leur préférant la veulerie et les gardes-chiourmes.

En 1970, à vingt ans, je publiais mon premier article dans le journal national francophone *El-Moudjahid* sur l'islam et le progressisme, dilemme qui clive à ce jour le peuple algérien en islamistes et mi-modernistes. Si les ignorants qui nous dirigeaient avaient prêté attention à ce que j'écrivais entre cette date et 1990, on n'aurait peut-être pas eu Octobre 1988, la décennie noire et ses 200 000 morts. Mais qui déplore ces morts ? Vous ? Boutef ? Tous tant que vous êtes là-haut travaillez délibérément ou par «taghan-nante» à laisser une autre fois l'Algérie dans le ruisseau, au bord du chemin, tendant la main à l'étranger. Vous n'en avez cure, je le sais.

En 1970, vous étiez pompiste à ce que l'on dit. Aujourd'hui vous êtes à la tête de l'Etat tandis que moi je suis toujours dans mon coin à écrire des articles pour laisser aux nouvelles générations quelques idées saines. Dans n'importe quel pays du monde, à n'importe quelle époque de l'histoire humaine, ce sont des gens comme moi ou beaucoup plus jeunes qui seraient à votre place, à celle de Bouteflika, des serviteurs et des maréchaux-ferrants qui veillent sur lui en même temps que sur leurs petits intérêts. Demandez-lui combien de discours j'ai rédigés pour

Vous et moi, Si Saâdani, sommes du même âge, je crois, mais nous sommes à l'antipode l'un de l'autre ; nous sommes aussi deux possibilités entre lesquelles pouvait choisir l'Algérie. Elle a choisi et c'est celle que vous incarnez qui a eu les faveurs, je ne dis pas du sort mais de Bouteflika, je ne dis pas du peuple algérien car il n'existe pas encore politiquement, mais de l'encanaillement qui le gouverne.

partis administratifs, de rentiers et de valets de chambre. Si «eux» ne vous aident pas, vous vous retrouverez tout seul dans la rue, *Si Amar*.

Réduit à vous-même, non seulement personne ne répondra à un appel ou contre-appel venant de vous, mais ceux que vous verriez s'approcher de vous pourraient être munis de sacs et de cordes pour vous lyncher sur la voie publique à la manière de Kadhafi. Voilà la vérité, cher *Si Amar*, même si vous faites semblant de la nier. Allez marcher tout seul à Bab-El-Oued, même en temps de paix, et vous verrez. Moi quand je marche dans la rue, en n'importe quel endroit du pays ou à l'étranger, seul ou en famille, il y a toujours des compatriotes pour venir me saluer, m'embrasser, prendre des photos avec moi avant de s'en aller sur des paroles affectueuses. Et cela depuis un quart de siècle sans discontinuer.

Vous et moi, *Si Saâdani*, sommes du même âge, je crois, mais nous sommes à l'antipode l'un de l'autre ; nous sommes aussi deux possibilités entre lesquelles pouvait choisir l'Algérie. Elle a choisi et c'est celle que vous incarnez qui a eu les faveurs, je ne dis pas

lui au temps où j'étais dans son gouvernement parce que je croyais en une nouvelle Algérie avec et après lui, et demandez-vous combien vous en avez écrit, vous, qu'il a déclamés ici ou à l'étranger devant des parterres admiratifs. Le seul point de vrai dans ce que vous avez dit, *Si Amar*, c'est qu'effectivement je souhaite et appelle ouvertement au retrait d'Abdelaziz Bouteflika des fonctions qu'il n'est plus en état d'assumer depuis déjà trop longtemps, nous mettant en grave danger. Je lui demande à lui, à sa «névrose d'abandon», à son «alacrité», à sa famille, aux saints de zaouïas qu'il vénère, aux civils et militaires en service ou à la retraite qui ont son oreille et, tant que je vous ai sous la main, à vous-même, d'employer les prochains mois à organiser son départ. Il n'avait pas le droit moral de se présenter en mars 2014 à un quatrième mandat, mais il l'a fait, pour les raisons que je viens de mettre en lumière — pour qu'au moins nous ne mourrions pas idiots —, mettant en balance le sort de quarante millions de personnes sur un plateau et sa propre personne sur l'autre.

N. B.